

premier ministre un héritage d'erreurs inintentionnelles. Le ministre des Finances a tenté d'ajouter une surtaxe de 5 p. 100 au mini-budget qu'il a présenté le 30 novembre, en même temps que ce qu'il décrivait comme un état financier. Ce prétendu état financier proposait de retarder les immobilisations, mais non de les réduire sensiblement. Elle proposait en même temps des restrictions dans les dépenses prévues pour le logement.

Je prétends, bien que cela n'ait point été intentionnel, que ces restrictions ont touché les petites gens. Le travailleur qui gagne entre \$5,000 et \$8,000 par an doit ressentir le surcroît de \$50 ajouté à sa feuille d'impôts à la fin de l'année. Il doit certainement le ressentir bien plus que celui qui gagne \$35,000 et qui doit seulement payer le plafond de \$600. Cette taxe supplémentaire de \$50 peut faire toute la différence quand il s'agit de mettre du pain sur la table familiale. Rien d'étonnant à ce que le Conseil du Travail du Canada ait déclaré à l'époque que la politique du gouvernement actuel privilégiait les riches et les puissants.

Voici ce qu'a dit des politiques de dépense du gouvernement M. Arthur J. Smith, président du Conseil économique du Canada, dans le *Times* de New York du 22 janvier:

En 1965 et en 1966, l'augmentation substantielle des dépenses gouvernementales s'est superposée à la très forte expansion de la demande dans d'autres secteurs de l'économie. Quoique des progrès plus modérés dans la demande totale du secteur privé en 1967 aient eu tendance à réduire la concurrence et les conflits avec le secteur public quant à l'utilisation des ressources, il est devenu de plus en plus clair au cours de l'année que les dépenses du gouvernement avaient augmenté à un taux insoutenable...

Cependant, le taux bancaire a atteint 7 p. 100, sommet inégalé jusqu'ici. L'indice des dépenses de l'industrie, considéré comme un baromètre sûr du taux de croissance est tombé à moins de 3 p. 100 l'an dernier. Le taux de croissance moyen a été de 4.8 p. 100 entre 1946 et 1966. Il indique, pour l'an dernier, un fléchissement de près de 40 p. 100. Le retard dans le taux de croissance a été accompagné d'une hausse du chômage et des impôts, d'un affaiblissement du dollar et d'une augmentation des prix de 4 p. 100 par rapport à l'année précédente. Le nombre des travailleurs s'est accru de 2.7 p. 100 par comparaison à il y a un an, mais 6.1 p. 100 de l'effectif ouvrier est en chômage. Par comparaison avec les deux années précédentes, le taux de chômage était de 5.2 p. 100 en janvier 1967, 6.1 p. 100 en janvier 1968 et 5.1 p. 100 en janvier 1966.

J'aimerais citer un article paru le 8 décembre 1967 dans le *Star* de Toronto, qui ne

passé pas précisément pour un journal d'allégeance conservatrice. Je voudrais faire inscrire au compte rendu le seul paragraphe suivant:

Le programme d'économie du gouvernement fédéral présenté hier soir par le ministre du Revenu, M. E. J. Benson, se compose presque entièrement de coupures apportées à des projets d'augmentation des dépenses, et non de réductions apportées aux niveaux actuels des dépenses.

● (5.50 p.m.)

C'est un article qui devrait intéresser quiconque a le privilège de vivre dans notre pays. Plus loin, l'article affirme qu'il n'y a aucune, je le répète, aucune diminution véritable. Il n'y a eu qu'une réduction des crédits demandés par les ministères. Établissons-en la preuve. Examinons les dépenses du gouvernement actuel au cours des cinq dernières années. Il a dépensé 6,570 millions de dollars en 1963, 6,872 millions en 1964, 7,218 millions en 1965, 7,734 millions en 1966. En 1967—nous commençons à enregistrer une accélération rapide—le chiffre s'est élevé à 8,795 millions et en 1968, nous assistons à un autre saut gigantesque, soit 10,300 millions. L'augmentation depuis 1963 a représenté 3,730 millions. C'est là un accroissement de près de 60 p. 100 en cinq ans dans les dépenses du gouvernement. Il n'y a manifestement pas eu de réduction. Nous avons plutôt eu une véritable escalade dans les dépenses.

Si nous laissons de côté les budgets supplémentaires des deux années que j'ai déjà cités—si on les inclut, il faut le faire pour ces deux années-là—la hausse représente environ 8 p. 100. On ne peut tromper très longtemps le public sur ces questions, car, aujourd'hui, il est trop évolué pour avaler ce genre de fumier. A mon avis, le gouvernement ne devrait pas mettre l'accent sur les rentrées du Trésor mais plutôt sur les sorties. Et cela, particulièrement dans une entreprise qui s'embourbe comme semble le faire notre pays. En 1967, les dépenses fédérales se sont élevées à \$595 pour chaque homme, femme ou enfant du Canada. Pouvons-nous aller beaucoup plus loin? Sur chaque dollar que le Canadien moyen ou pauvre du pays reçoit, 34c. sont prélevés en impôts. Il s'agit des impôts fédéraux, provinciaux ou municipaux occultes. La situation est très grave.

Mais on peut réaliser des économies. On a dit que le ministre devrait réduire les dépenses des ministères. Le premier organisme qui devrait subir une coupure est, à mon avis, la Société Radio-Canada. Le secrétaire d'État a déclaré à la Chambre qu'il y avait quelque chose de pourri au sein de cette Société. Le temps n'est-il pas venu de couper les subventions versées à Radio-Canada à raison de 150 millions de dollars par année? Pourquoi ne